



## **Compte-rendu de lecture : D.K. Davis, les mythes environnementaux de la colonisation française au Maghreb**

Pierre-Marie Aubert

### **► To cite this version:**

Pierre-Marie Aubert. Compte-rendu de lecture : D.K. Davis, les mythes environnementaux de la colonisation française au Maghreb. *Natures Sciences Sociétés*, 2014, 22 (2), pp.163-165. <10.1051/nss/2014027>. <hal-01585155>

**HAL Id: hal-01585155**

**<https://hal.science/hal-01585155v1>**

Submitted on 3 Nov 2023

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



HAL Authorization

cherche à identifier un aspect essentiel de la réalité étudiée : la nécessité économique de l'innovation.

À propos de la deuxième limite, les auteurs me paraissent victimes de la confusion trop fréquente entre productivité et productivisme. Dans le passé, la recherche exclusive et excessive d'un accroissement de productivité a légitimement été dénoncée comme du productivisme, notamment en raison des conséquences parfois très graves sur l'environnement dans les pays riches. C'est ce qui est ici légitimement dénoncé comme excès du productivisme. Mais la productivité est d'abord un concept économique neutre : un ratio entre un volume de production au numérateur et, au dénominateur, une quantité de facteur(s) de production nécessaire pour ce volume de production. Or, il ne fait aucun doute que la productivité moyenne de la terre au niveau mondial devra augmenter au cours des prochaines décennies : le volume de production doit en effet croître davantage que les surfaces cultivées si l'on veut éviter une

catastrophe écologique. La FAO estime cette augmentation à 70 %. De même, la productivité moyenne du travail doit croître, condition pour que le revenu moyen du travail des paysans les plus pauvres puisse lui aussi augmenter. Énoncer ces exigences, à mon sens très fortes, ne signifie pas du tout que la solution des problèmes à résoudre soit simple. Au contraire, à la complexité soulignée par les auteurs, il faut ajouter l'impératif d'accroître la productivité de la terre et celle du travail. Et il s'agit là seulement d'une condition nécessaire pour réduire le risque de marginalisation économique et sociale des nombreux petits paysans pauvres dans le monde, risque bien réel, mais dont la gestion va bien au-delà d'une problématique de l'innovation.

**Michel Petit**

(Institut agronomique méditerranéen de Montpellier, France)

petit@iamm.fr

### **Les Mythes environnementaux de la colonisation française au Maghreb**

Diana K. Davis

Champ Vallon, 2012, 336 p.

Le livre de Diana Davis recense les « mythes environnementaux » qui ont sous-tendu les politiques forestières et environnementales dans le Maghreb colonial. Il s'inscrit dans un projet politique clair qui, s'il n'est formalisé qu'à la toute fin de l'ouvrage, en structure le propos de part en part : contribuer à « la lutte contre l'exploitation des plus faibles au nom d'une protection de l'environnement, qui se développe depuis la colonisation » (p. 218). La thèse de l'ouvrage peut se résumer ainsi : la mise en œuvre des politiques environnementales au Maghreb, de la période coloniale jusqu'à aujourd'hui, a été justifiée par un récit du déclin environnemental largement mythifié puis rendu scientifique a posteriori, alors même qu'elles ont été motivées par des intérêts politiques et économiques et ont fortement contribué aux dégradations environnementales qu'elles prétendaient contenir.

L'ensemble de l'ouvrage est écrit dans un style clair et enlevé, s'appuyant sur un matériau d'une grande richesse. Les portraits de protagonistes qui émaillent le récit lui donnent de la chair et permettent au lecteur d'apprécier le tissu social dans lequel se sont fabriqués, dans un même mouvement, récit du déclin environnemental et politiques publiques. Au final, le texte donne à voir de manière convaincante les rapports de domination qui se sont établis au Maghreb, et qui perdurent encore aujourd'hui par le truchement d'interventions publiques conduites au nom de l'environnement.

Afin d'en discuter les principaux apports et d'ouvrir la réflexion, le livre de D. Davis peut être mis en perspective avec le courant de la *political ecology*, auquel il fait

référence à plusieurs reprises. Ce courant, éminemment interdisciplinaire et qui s'est développé à partir de la géographie critique anglo-saxonne, n'a gagné que récemment la recherche francophone. S'il ne s'agit pas d'un courant fortement unifié, on peut schématiquement considérer qu'il cherche à analyser les dynamiques socio-environnementales à travers deux prismes principaux : la manière dont les sciences et les discours environnementaux sont mobilisés pour justifier ou reproduire des rapports de domination qui ont des conséquences importantes sur l'utilisation concrète des ressources naturelles ; l'inscription des situations de gestion dans des processus économiques capitalistes plus larges, considérés comme déterminants pour expliquer les dynamiques environnementales (notamment au regard des pratiques locales).

C'est le premier de ces deux aspects que la présente note se propose de discuter plus particulièrement, en s'intéressant aux liens établis par D. Davis entre construction des récits environnementaux et évolution des politiques publiques. En considérant que « les récits coloniaux français sur l'environnement ont [...] joué un rôle crucial dans le projet colonial en Afrique du Nord » (p. 216), en montrant comment ces récits sont devenus, entre les mains des administrateurs coloniaux, « un outil destiné à modifier les lois et les politiques » (p. 121), D. Davis tend en effet à affirmer que le rapport de causalité entre idées et politiques publiques se fait principalement dans un sens, les idées structurant les politiques publiques, ancrant ainsi son propos dans une perspective

fortement cognitiviste de l'action publique. Pourtant, l'ouvrage laisse entrevoir des rapports de causalité très différents en fonction des périodes et des lieux, des débuts de la colonisation à nos jours. Reprenons rapidement l'évolution qu'elle nous propose.

De la période précoloniale aux premières années de la colonisation en Algérie, les descriptions de l'environnement par l'appareil colonial évoluent fortement. Elles passent de l'idée d'une fertilité mal gérée par les « indigènes », sans dégradations notables, à celle d'une fertilité historique, en proie aux déclin et aux destructions du fait des pratiques pastorales et agricoles des « Arabes » (p. 57). Le passage de l'une à l'autre est imputé aux besoins de la colonisation : « La nouvelle administration française en Algérie eut besoin de disposer de terres, en particulier de terres agricoles, gratuitement ou à faible coût. [...] L'un des moyens [pour les obtenir] fut l'utilisation d'un récit environnemental fondamentalement différent de la narration antérieure à la conquête » (p. 52). À ses débuts, le récit environnemental est donc sciemment élaboré à des fins de contrôle social et de spoliation des indigènes au profit des colons, notamment à travers différentes politiques foncières. Si, dans cette opération, le récit environnemental joue un rôle – même si D. Davis reconnaît que le lien entre récit et politique n'est, en 1848, que « probable » (p. 62) – il s'inscrit aussi dans un élan expansionniste plus large très bien décrit : nécessité de s'approvisionner en matières premières à bas prix, développement de marchés pour écouler les produits manufacturés, devoir d'étendre la civilisation et la culture française à des peuples jugés inférieurs, etc. Autant de velléités coloniales déconnectées des aspects environnementaux, et dont les intérêts, fort bien représentés à tous les niveaux (voir p. 125-126), ont été bien plus déterminants dans le type de politiques publiques adoptées que le récit du déclin environnemental. Dans cette première période algérienne, le récit environnemental ne joue qu'un rôle marginal et n'est pas cet « outil destiné à changer les lois et les politiques ». Laisser entendre qu'il a structuré les politiques, ou même qu'il a été nécessaire pour les justifier, c'est lui donner une importance qu'il n'a pas eue. Donner à voir les conséquences désastreuses des politiques en question au double plan social et environnemental, c'est aussi laisser à penser que ce qui est fait au nom de l'environnement irait souvent – et presque, mécaniquement – contre la justice sociale, voire contre l'environnement.

Ce rapport entre récit et politiques apparaît très différent dans le cas marocain. Lorsque les Français arrivent au Maroc, en 1912, le récit du déclin environnemental a déjà plus d'un demi-siècle. Il a poursuivi une dynamique propre, en marge du politique, se renforçant puis s'institutionnalisant sous l'effet de plusieurs facteurs : développement d'un discours global sur l'environnement (p. 88-92), inscription dans l'art orientaliste français

(p. 94-102), affirmation progressive de l'importance des forêts dans la régulation du climat, des régimes hydriques et de l'érosion (p. 105-106). Véhiculé par de nombreux acteurs, il a gagné en importance et en notoriété. Dans ce cas, et D. Davis le démontre très bien, le récit structure la formulation de politiques publiques et d'activités scientifiques particulières, les deux se renforçant mutuellement. Il en résulte une institutionnalisation définitive du récit du déclin environnemental par son inscription scientifique, puis sa traduction dans le code forestier marocain. Par la suite, estime D. Davis, la force de conviction propre du récit sera suffisante pour structurer les politiques publiques : « Le récit décliniste, institutionnalisé, influença les politiques environnementales au Maghreb jusqu'à l'Indépendance. Il perdure au XXI<sup>e</sup> siècle » (p. 205). Cependant, si le contenu cognitif de la politique forestière marocaine a bien été déterminé par le récit décliniste, sa mise en œuvre, ses impacts sociaux et environnementaux seront très différents de ceux des politiques algériennes décrites ci-dessus. En effet, bien que le code forestier, adopté en 1917 et toujours en vigueur, criminalise effectivement la plupart des pratiques locales, il ne les a que marginalement remises en cause, en raison d'une application restée très limitée. D'une part, contrairement au cas algérien, la mise en œuvre de la politique forestière marocaine a dû composer jusqu'à aujourd'hui avec l'existence d'autres politiques poursuivant des intérêts considérés comme « supérieurs », en particulier au plan politique. Ainsi, les agents forestiers ont dû faire face aux officiers des affaires indigènes (aujourd'hui, aux agents du ministère de l'Intérieur) qui, garants de la paix sociale, s'opposaient avec succès à une application trop stricte du code forestier. D'autre part, dans les forêts où les affaires indigènes ne sont pas intervenues, l'exploitation par les populations locales a pu se maintenir jusqu'à aujourd'hui : soit parce que l'administration forestière y était trop peu présente pour réellement les contrôler, comme dans bien des régions reculées du Haut Atlas ; soit, lorsqu'un agent était effectivement présent, parce que l'application du code forestier consistait principalement à renégocier un arrangement informel permettant aux populations de poursuivre leurs activités et au forestier d'améliorer son quotidien.

Au total – même s'il ne s'agit pas de louer des politiques publiques dont le contenu pourrait être largement revu – les conséquences sociales et environnementales des politiques forestière et pastorale au Maroc ont été bien moindres qu'en Algérie, notamment parce que leur mise en œuvre n'a pas été motivée et soutenue par d'autres intérêts, économiques et politiques, mais s'y est parfois opposée. Ce qui montre bien que, si les préoccupations environnementales peuvent effectivement servir d'alibi pour déployer des politiques publiques aux effets socio-environnementaux importants, elles n'ont souvent

qu'un impact limité lorsqu'elles ne sont pas soutenues par des intérêts tout autres qu'environnementaux ou mises au service de ces intérêts.

Si D. Davis finit par donner l'image d'un récit du déclin qui s'impose unilatéralement et performe de part en part l'action publique, cela tient peut-être à l'analyse asymétrique des controverses scientifiques qu'elle propose. Au cœur de sa démonstration se trouve en effet la déconstruction de ce récit, selon deux directions. En premier lieu, sur un plan scientifique, elle s'appuie sur l'existence de théories écologiques et de découvertes plus récentes pour remettre en cause les thèses défendues par les protagonistes du récit décliniste. Cependant, alors que l'analyse de ces controverses n'occupe qu'une petite partie de l'ouvrage, D. Davis insiste sur les divers intérêts – économiques ou politiques – qui guident en réalité les principaux artisans du récit du déclin environnemental. En disséquant ainsi la construction sociale du récit décliniste, D. Davis inscrit son propos dans une forme de sociologie des sciences. Son analyse reste pourtant très asymétrique : elle s'intéresse aux ancrages sociaux et politiques des promoteurs du récit décliniste, mais ne le fait pas pour les récits alternatifs. Si la société explique le faux, le vrai n'aurait ainsi pas besoin d'être expliqué.

Cette asymétrie dans l'analyse la conduit à endosser complètement les arguments scientifiques qu'elle invoque pour remettre en cause le récit décliniste. Pourtant, s'il est vrai que le modèle des successions végétales proposé par Emberger au début du XX<sup>e</sup> siècle imprègne encore les modes de gestion de l'administration forestière alors qu'ils paraissent très discutables, le texte de D. Davis laisse parfois à penser qu'il n'y aurait aucun problème environnemental et tend de ce fait à délégitimer toute préoccupation de cet ordre. Ainsi est-il affirmé que les pratiques pastorales seraient toujours durables (p. 32, 50), alors qu'on sait finalement très peu de choses de leur impact concret sur la dynamique des écosystèmes. Les ouvrages cités à l'appui n'épuisent pas un

sujet particulièrement complexe, d'autant plus qu'ils renvoient souvent soit à des milieux semi-arides (tous les écosystèmes maghrébins n'en sont pas, loin s'en faut), soit à d'autres types de ruminants (grands herbivores) que ceux qu'on trouve habituellement au Maghreb (petits ruminants). De même, la question de la désertification, qualifiée de « concept peu fondé empiriquement » (p. 213), est évacuée à bon compte.

Au final, l'ouvrage de D. Davis donne à voir de manière convaincante la manière dont, en Algérie, les questions environnementales ont pu servir de justification rhétorique à la mise en place de politiques particulièrement coercitives, aux impacts sociaux et environnementaux importants. Il montre aussi par quels processus un discours sur l'environnement finit par s'institutionnaliser, imprégnant encore aujourd'hui de nombreux acteurs. Néanmoins, en mettant sur le même plan la situation algérienne et la situation marocaine, en minimisant par une analyse asymétrique toute problématique environnementale, son propos contribue fortement à insinuer la double idée selon laquelle (i) les problèmes environnementaux seraient surtout des constructions rhétoriques et intellectuelles mises au service des intérêts des dominants, impliquant que (ii) leur traitement par les politiques publiques irait (presque) toujours contre une certaine idée de la justice sociale. Si l'on ne peut nier que cette situation ait existé et continue d'exister, l'ouvrage de D. Davis tend à généraliser cette idée, là où un des enjeux principaux des recherches sur l'environnement consiste surtout à ouvrir des espaces de discussion entre des recherches plutôt sociocentrées – prenant comme point d'appui normatif des problèmes de justice sociale, d'inégalité – et des recherches écocentrées – prenant comme point d'appui normatif le devenir des écosystèmes.

**Pierre-Marie Aubert**

(AgroParisTech, Montpellier, France)  
pm.aubert@agroparistech.fr

### **Forests and climate change. The social dimensions of REDD in Latin America<sup>7</sup>**

Anthony Hall

Edward Elgar, 2012, 213 p.

Le livre d'Anthony Hall, spécialiste de l'Amazonie brésilienne, professeur de *Social Policy* à la London School of Economics a pour ambition de devenir un livre de référence sur le REDD<sup>8</sup> en Amérique latine. Soigneusement édité, il contient une liste de sigles, un index, une

importante bibliographie de 31 pages et s'adresse à un large public.

A. Hall propose ici une vision sociale et culturelle de ce mécanisme financier incitant à la réduction des émissions de gaz à effet de serre dues à la déforestation et à la

<sup>7</sup> Une version en anglais de ce texte, avec réponse d'Anthony Hall, a été publiée dans la revue *Sustentabilidade em Debate* : Aubertin, C., 2013. Hall Anthony, 2013. Debate: Waiting for an Unlikely REDD, *Sustentabilidade em Debate*, Brasília, 4, 1, 163-172, jan/jun, <http://seer.bce.unb.br/index.php/sust>.

<sup>8</sup> Le REDD (Reducing emissions from deforestation and forest degradation) est un mécanisme financier discuté au sein de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques.